

**Tribunal pénal international pour
l'ex-Yougoslavie (TPIY) -
Communiqué de la présidence de la
République**
(Paris, 23 décembre 2017)

Le président de la République française rend hommage au travail immense réalisé par le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et au courage de tous ceux qui, victimes, témoins, enquêteurs, greffiers, procureurs et juges, ont permis à la justice internationale d'être appliquée.

Lorsque le TPIY a été créé en 1993, les accusés étaient en liberté et beaucoup doutaient de la possibilité de les condamner.

24 ans plus tard, le TPIY a jugé à La Haye plus de 90 criminels - dont les chefs de guerre Radovan Karadzic et Ratko Mladic - pour les atrocités commises dans les Balkans durant les années 1990, y compris pour des charges de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

La France se souvient des disparus du siège de Sarajevo (1992-1996), des conditions de détention des prisonniers, des viols utilisés massivement comme arme de guerre, du nettoyage ethnique, des milliers de Bosniaques exécutés à Srebrenica en juillet 1995 et des innombrables victimes de toutes les régions endeuillées de l'ex-Yougoslavie.

Alors que les pays des Balkans sont unis à la France et à l'Europe par l'histoire et par une communauté de destin, les jugements du TPIY soulignent combien il importe, dans tous les pays européens, de poursuivre avec les historiens et les nouvelles générations un véritable travail de mémoire, essentiel à la construction d'une Europe plus juste et plus démocratique, respectueuse des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Le travail du TPIY montre aussi que la justice internationale poursuit inexorablement son cours. Ceux qui, partout dans le monde, commettent aujourd'hui des crimes de guerre, et pensent remporter des batailles définitives, devront répondre de leurs actes devant les juges et devant l'histoire./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)